

Aulnay le 25 octobre 2016

FO DIT NON !!!

À LA CASSE DU SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE

FO EST CONTRE la délégation de service public votée par la municipalité d'Aulnay sous Bois concernant les crèches de la Bourdonnais et Clément Mentrel.



POUR FO, cette délégation de service public est une attaque grave du service public de la petite enfance que l'on ne peut accepter !

FO A VOTÉ CONTRE ce dossier au dernier comité technique comme **nous avons toujours voté CONTRE** tous les projets néfastes pour le personnel dans cette instance !!

POUR FO, la ville doit se donner les moyens de maintenir de véritables établissements publics.

Si la ville, comme elle nous l'affirme, ne peut recruter de personnel diplômé pour ouvrir un établissement sous prétexte de pénurie, comment se fait il que le secteur privé puisse recruter pour ouvrir un établissement ???

Ou est- ce avouer, par un moyen détourné, que l'on accepte la mise en application du décret MORANO, décret combattu par les personnels depuis des année !

POUR FO il n'est pas question d'accepter la casse des services publics !!!

Délégation de service public

=

Privatisation du service public MP

FO APPELLE :

- ❖ **TOUS** les personnels de la petite enfance
- ❖ **TOUS** les parents d'enfants accueillis en crèches

À SE MOBILISER ET À CONTACTER NOTRE SYNDICAT...

DÈS AUJOURD'HUI FORCE OUVRIÈRE MONTE UN COLLECTIF POUR DEFENDRE LE SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE !!!

Personnels

+

Parents

=

Collectif CONTRE la privatisation du service public petite enfance !



CONTACT : fo.aulnay@gmail.com

Contactez-nous...

FO se chargera de coordonner ce collectif et le mener vers la victoire !!

PARENTS, USAGÉS DES CRÈCHES ÇA VOUS CONCERNE !!!

Depuis plusieurs mois, Force Ouvrière mène un mouvement social dans les crèches afin d'obtenir :



- le recrutement de huit agents volants
- le recrutement d'une directrice
- qu'un état des lieux mobilier et immobilier soit effectué sur chaque structures en vue de travaux de réfection.
- un plan de formation pour le personnel, que tout refus de formation soit motivé et signifié par écrit.
- mise en place de groupes de travail sur l'organisation et l'organigramme du service petite enfance.
- Maintien des secrétaires dans les structures
- Recrutement de médecins et psychologues
- Plannings affichés et lisibles à quinze jours
- Prise en compte des projets d'établissement déjà établis
- La fin des changements intempestifs de structures et d'horaires
- Le strict respect des taux d'encadrement sans prise en compte dans ce taux du personnel de cuisine, des lingères ou des secrétaires.

- Le maintien d'une éducatrice dans chaque sections de vie
- Le recours au seul volontariat des agents d'entretien pour s'occuper des enfants
- La mise en place d'un accompagnement des agents en attente de reclassement
- La compensation de 100 Euros mensuels pour les agents volants
- La prise en charge par la collectivité des frais d'assurance automobile pour le agents volants
- La priorité pour les formations aux agents qui ont eu un refus de formation.

Après un mouvement de grève, une manifestation devant la Mairie, nous avons obtenu quelques avancées : embauche d'une directrice et de six volantes, création de groupes de travail, etc...

Mais dans le fond, rien n'a changé. La Municipalité n'écoute pas et refuse d'entendre le mal-être du personnel des crèches dû à des conditions de travail dégradées. FO n'acceptera jamais que l'accueil et la sécurité de vos enfants ne soit pas assurés de manière optimum !!!

Le cynisme va jusqu'à demander aux personnels de la crèche de la Bourdonnais de travailler sur un projet de service, dans le cadre du changement de locaux. Une fois que le projet est ficelé on donne ce service clés en main au secteur privé !

Force Ouvrière déplore ce manque de respect pour les personnels qui se sont fortement investis dans ce projet.

Parents, ceci vous regarde, le bien être de vos enfants passe obligatoirement par le bien-être des agents des crèches !

FO dit NON à la privatisation des services publics !

FO dit OUI au service public, gage d'égalité pour les citoyens !



Aulnay le 25 octobre 2016